

*La France a besoin de scientifiques techniciens*

14 octobre 2013

TRIBUNE

par Robert Badinter, Jean-Pierre Chevènement,  
Alain Juppé et Michel Rocard

Nous assistons à une évolution inquiétante des relations entre la société française et les sciences et techniques. Des minorités constituées autour d'un rejet de celles-ci tentent d'imposer peu à peu leur loi et d'interdire progressivement tout débat sérieux et toute expression publique des scientifiques qui ne partagent pas leurs opinions. L'impossibilité de tenir un débat public libre sur le site de stockage des déchets de la Cigéo (site souterrain de stockage des déchets hautement radioactifs proposé par l'Andra) est l'exemple le plus récent de cette atmosphère et de ces pratiques d'intimidation, qui spéculent sur la faiblesse des pouvoirs publics et des élus.

De plus en plus de scientifiques sont pris à partie personnellement s'ils osent aborder publiquement et de façon non idéologique, des questions portant sur les OGM, les ondes électromagnétiques, les nanotechnologies, le nucléaire, le gaz de schiste. Il devient difficile de recruter des étudiants dans les disciplines concernées (physique, biologie, chimie, géologie). Les organismes de recherches ont ainsi été conduits à donner une forte priorité aux études portant sur les risques, même ténus, de telle ou telle technique, mettant ainsi à mal leur potentiel de compréhension et d'innovation. Or, c'est bien la science et la technologie qui, à travers la mise au point de nouveaux procédés et dispositifs, sont de nature à améliorer les conditions de vie des hommes et de protéger l'environnement.

*La France a besoin de scientifiques indépendants*

31 octobre 2013,

ERRATUM

*Nous apprenons que la tribune intitulée « La France a besoin de scientifiques techniciens », publiée par Libération était une version préliminaire qui s'est substituée par erreur au texte définitif. En exclusivité, SLU publie ici la version finale, après correction des quelques coquilles qui en altéraient légèrement le sens.*

Nous assistons à une évolution inquiétante des relations entre la société française et les sciences et techniques. Des groupes de pression constitués autour du détournement de celles-ci pour la recherche du seul profit, tentent d'imposer peu à peu leur loi et d'interdire progressivement tout débat sérieux et toute expression publique qui pourrait faire obstacle à leurs intérêts. L'impossibilité de tenir un débat public libre sur le site de stockage des déchets de la Cigéo (site souterrain de stockage des déchets hautement radioactifs proposé par l'Andra) est l'exemple le plus récent de cette atmosphère et de ces pratiques d'intimidation, qui spéculent sur la faiblesse de ceux qui questionnent le projet.

De plus en plus de citoyens, notamment des scientifiques, sont pris à partie personnellement s'ils osent aborder publiquement et de façon non idéologique, des questions portant sur les OGM, les ondes électromagnétiques, les nanotechnologies, le nucléaire, le gaz de schiste. Il devient difficile de proposer aux étudiants dans les disciplines concernées (physique, biologie, chimie, géologie) des sujets de thèse qui pourraient révéler l'existence de risques liés à l'usage de ces technologies. Les organismes de recherches ont ainsi été conduits à donner une forte priorité à la valorisation industrielle au détriment de la recherche fondamentale, mettant ainsi à mal leur potentiel de recherche et d'approfondissement des connaissances. Or, c'est bien la recherche fondamentale qui, à travers une meilleure compréhension du monde, est de nature à améliorer les conditions de vie des hommes et à protéger l'environnement.

La France est dans une situation difficile du fait de sa perte de compétitivité au niveau européen comme mondial. Comment imaginer que nous puissions remonter la pente sans innover ? Comment innover si la liberté de créer est constamment remise en cause et si la méfiance envers les chercheurs et les inventeurs est généralisée, alors que l'on pourrait, au contraire, s'attendre à voir encourager nos champions ? Il ne s'agit pas de donner le pouvoir aux scientifiques mais de donner aux pouvoirs publics et à nos concitoyens les éléments nécessaires à la prise de décision.

Nous appelons donc solennellement les médias et les femmes et hommes politiques à exiger que les débats publics vraiment ouverts et contradictoires puissent avoir lieu sans être entravés par des minorités bruyantes et, parfois provocantes, voire violentes. Il est indispensable que les scientifiques et ingénieurs puissent s'exprimer et être écoutés dans leur rôle d'expertise. L'existence même de la démocratie est menacée si elle n'est plus capable d'entendre des expertises, même contraires à la pensée dominante.

La France est dans une situation difficile du fait de son inféodation à un système économique international qui est en train de conduire le monde à sa perte. Comment imaginer que nous puissions sortir de cette impasse sans libérer les forces créatrices ? Comment résoudre les problèmes auxquels est confrontée l'humanité si la liberté de critiquer est constamment remise en cause et si la méfiance envers les chercheurs est généralisée, alors que l'on pourrait, au contraire, s'attendre à voir encourager des voies et des idées nouvelles ? Il ne s'agit pas de donner le pouvoir aux scientifiques mais de donner aux pouvoirs publics et à nos concitoyens les éléments nécessaires à la prise de décision.

Nous appelons donc solennellement les médias et les femmes et hommes politiques à exiger que les débats publics vraiment ouverts et contradictoires puissent avoir lieu sans être entravés par la corruption et les manœuvres sourdes, voire parfois violentes, de puissants intérêts économiques. Il est indispensable que les scientifiques puissent s'exprimer et être écoutés dans leur rôle d'expertise. L'existence même de la démocratie est menacée si elle n'est plus capable d'entendre des expertises, même contraires à la pensée dominante.